

Hôpital public : « Les soignants dans la galère »

L'entrée en grève, hier, pour une durée illimitée du service des Urgences et du Samu à l'appel de la CGT et de la CFDT est le « reflet du manque de moyens et d'anticipation sur le terrain »

« Stop à l'usine à huile ! Soignants dans la galère, patients au cimetière. Eté, vacances, chaleur, canicule, sans moyens, ça crain Buzin ». les slogans aux mots choc se déroulent sur les banderoles accrochées à la grille d'entrée de l'hôpital Sainte-Musse du Centre hospitalier intercommunal Toulon-La Seyne. Une fois encore, une fois de trop. Près de 200 personnels ont répondu, hier midi, à l'appel de la CGT et de la CFDT, aux côtés de la population dont un groupe de Gilets jaunes et d'Insoumis, et de représentants de personnels hygiéniques en grève illimitée.

Presque un an jour pour jour, après 118 jours de grève, les Urgentistes et le Samu de Sainte-Musse et de La Seyne entrent de nouveau dans la grogne sociale. Et rejoint celle, nationale, des plus de 145 services d'Urgences-Samu grévistes. « Si le mouvement part des Urgences et du Samu, c'est tout le système hospitalier qui est à l'agonie », martèlent Manon Magagnosc, secrétaire CGT et Franck Fabre, de la section locale CFDT. Sous un soleil de plomb, infirmières et médecins urgentistes, rejoints par des corps de métiers (brancardiers, agents de service, agents régulateurs du Samu...) lancent un « terrible ras-le bol ».

« La perte de sens » Mais le cri de guerre a un léger goût amer chez ces hommes et femmes qui ne cessent de dénoncer, depuis des années, « l'inacceptable » : « à savoir les conditions d'accueil de la population » ; « une vingtaine de postes dans les services d'Urgence et du Samu ». Il faut y ajouter la demande « d'équipements à la hauteur de l'activité, l'arrêt des toutes les fermetures de lits d'hospitalisation en été. Nous courons à la catastrophe et refusons de choisir qui mettent en danger la population et nos métiers », a insisté Manon Ma-

nong. Soignants n'ont pour seule ambition de prendre en charge les patients en toute sécurité et avec humanité », martèlent Manon Magagnosc et Franck Fabre. Pour cela, faut-il encore « avoir des moyens de prendre du temps avec chacun d'eux ». Les postes manquants se chiffrent, selon les syndicats, « à une vingtaine de postes dans les services d'Urgence et du Samu ». Il faut y ajouter la demande « d'équipements à la hauteur de l'activité, l'arrêt des toutes les fermetures de lits d'hospitalisation en été. Nous courons à la catastrophe et refusons de choisir qui mettent en danger la population et nos métiers », a insisté Manon Ma-

gnosc. Le Dr Vincent Carret a fustigé « un hôpital administré, suradministré, pas managé ». Il l'a écrit au député LR EM Thomas Messner, rapporteur de la Commission Urgences-Samu. « L'avenir de l'hôpital est qu'il va falloir changer de méthode. Il faut réinvestir dans l'humain. Écouter et respecter le terrain et les compétences. On va vous attendre, élus, politiques et responsables sur le terrain et sur des réponses concrètes », a-t-il prévenu. Pour la CGT-CFDT, cela ne passera pas « par des réorganisations ». « C'est terminé. Nous voulons des moyens partout, pour tous et tout de suite. »

CATHERINE PONTONE



« Ensemble on est plus fort. Nous avons relevé la tête et nous ne sommes pas prêts de la baisser ! », ont clamé les représentants des personnels CGT-CFDT. (Photo Valérie Le Parc)

de l'association des médecins urgentistes de France.

Humaniser l'hôpital

« Aujourd'hui, ce sont les infirmières qui pleurent. Mais c'est vous qui allez pleurer. Il y a un avant été 2019. Il y a aura un après été 2019 », a-t-il mis en garde. La fermeture, ou plutôt « la non ouverture de certaines lignes de Smur sur le département est dénoncée », par la CGT et la CFDT. « Le Var, qui compte plus d'1 million d'habitants, quintuple sa population en été. Nous courons à la catastrophe et refusons de porter la responsabilité de choix qui mettent en danger la population et nos métiers », a insisté Manon Ma-

gnosc. Le Dr Vincent Carret a fustigé « un hôpital administré, suradministré, pas managé ». Il l'a écrit au député LR EM Thomas Messner, rapporteur de la Commission Urgences-Samu. « L'avenir de l'hôpital est qu'il va falloir changer de méthode. Il faut réinvestir dans l'humain. Écouter et respecter le terrain et les compétences. On va vous attendre, élus, politiques et responsables sur le terrain et sur des réponses concrètes », a-t-il prévenu. Pour la CGT-CFDT, cela ne passera pas « par des réorganisations ». « C'est terminé. Nous voulons des moyens partout, pour tous et tout de suite. »

CATHERINE PONTONE

Cet été aux Urgences, 8 médecins manquent à l'appel

« Sur la période d'été, nous sommes en difficulté, reconnaît le directeur du CHTS, Michel Perrot. Sur les 50 médecins urgentistes, il y a effectivement huit postes qui font aujourd'hui défaut : soit parce qu'ils ne sont pas pourvus, soit parce qu'il y a des congés maternité et nous sommes aussi, ce qui est normal, en période de congés annuels. »

« Cinq postes recrutés pourvus en novembre »

Pour pallier ce manque, la direction a adressé un courrier à l'Agence régionale de santé (ARS). « Nous venons de signer avec Michel Perrot, et le président de la fédération des urgences, un courrier qui vise à permettre à ceux qui le veulent, de travailler un peu plus pour compenser les difficultés que nous allons rencontrer de manière temporaire sur cet été », explique le

Dr Stéphane Bourcet, président du Groupement hospitalier du territoire. Et ce, pour « combler cet absentéisme conjoncturel », insiste Michel Perrot. « Pour Toulon, les cinq postes manquants devraient être pourvus au mois de novembre », annonce-t-il.

Pour autant, le Dr Bourcet, président aussi de la commission médicale d'établissement (CME) est bien conscient que « cela n'enlève pas la pénibilité que rencontrent les urgentistes et les équipes ». Mais pour les équipes, les moyens humains ne sont toujours pas en adéquation avec leur mission, de jour comme de nuit.

« Mettre des moyens indéfiniment, ce n'est pas le sujet »

« Il y a eu beaucoup d'efforts faits

par l'établissement au service des Urgences, répond Michel Perrot.

Dr Stéphane Bourcet, président du Groupement hospitalier du territoire. Et ce, pour « combler cet absentéisme conjoncturel », insiste Michel Perrot. « Pour Toulon, les cinq postes manquants devraient être pourvus au mois de novembre », annonce-t-il.

Pour autant, le Dr Bourcet, président aussi de la commission médicale d'établissement (CME) est bien conscient que « cela n'enlève pas la pénibilité que rencontrent les urgentistes et les équipes ». Mais pour les équipes, les moyens humains ne sont toujours pas en adéquation avec leur mission, de jour comme de nuit.

« On se rend bien compte que pour des raisons diverses, le monde libéral ne répond pas suffisamment à tout ce qui concerne les consultations diurnes non programmées à l'hôpital. S'il y avait plus de monde ou sur le papier.